

Des sociétés de l'information centrées sur les besoins des êtres humains

Rapport de Marie-Anne Delahaut

Responsable du Pôle Information et administratrice réseaux de l'Institut Jules-Destrée
Namur, Wallonie (Belgique) - 07.01.2004.

Résumé

Le Sommet mondial sur la société de l'information (SMSI ⁽¹⁾) constitue une première à l'échelle planétaire, car il intègre largement la société civile au sein de travaux organisés avec les gouvernements par les Nations Unies (ONU ⁽²⁾).

Des représentants de quelque cent cinquante-quatre pays du monde ⁽³⁾ se sont réunis à Genève du 10 au 12 décembre 2003, avec l'opportunité de formuler l'avis de leur gouvernement sur les questions étudiées. Une cinquantaine d'entreprises, d'associations et de organisations non gouvernementales de renom ⁽⁴⁾ ont également présenté le rapport de leurs travaux. En comptant les représentants de la société civile, quelque treize mille participants se sont réunis à Genève pour le SMSI.

Les travaux préparatoires au SMSI sont en cours depuis 2001, pour concrétiser un Sommet organisé par l'Union internationale des Télécommunications (UIT ⁽⁵⁾) sous l'égide de l'ONU et hébergés par la Confédération suisse. Ces travaux ont été l'occasion de réunions organisées par chaque continent en fonction de domaines d'intérêts ciblés et de trois comités préparatoires officiels (PrepCom ⁽⁶⁾) tenus à Genève depuis juillet 2002. L'organisation de la deuxième phase du SMSI a été validée lors de la séance de clôture de la phase de Genève et se tiendra à Tunis du 16 au 18 novembre 2005.

Ces travaux ont conduit à l'élaboration de plusieurs documents de base, parmi lesquels nous retiendrons ⁽⁷⁾ une *Déclaration de principes* intitulée *Construire la société de l'information : un défi mondial pour le nouveau millénaire*, un *Plan d'action* qui sera mis en oeuvre pour la deuxième phase du SMSI et une *Déclaration de la société civile* intitulée *Définir des sociétés de l'information centrées sur les besoins des êtres humains* ⁽⁸⁾. Ces textes fondamentaux ont été étudiés par l'ensemble des acteurs. Leur version définitive a été adoptée au cours du SMSI, en décembre 2003. Ces textes fondateurs serviront de tremplin pour construire la deuxième phase du SMSI.

Enjeux du SMSI

Face au développement considérable des technologies de l'information et de la communication (TIC), ainsi qu'à leur influence croissante sur la société dans un monde numérique sans frontières, la nécessité de respecter les valeurs de la démocratie et de l'humanisme ont conduit les spécialistes à étudier les questions de l'éthique qui permettront aux acteurs de la société de l'information mondiale de favoriser son développement harmonieux et durable. Des discussions approfondies sur les modes de gouvernance de l'internet ont balisé la préparation du SMSI, dont l'objectif se traduit sous la forme d'un défi : *Le monde moderne vit une véritable métamorphose, à l'heure où la société industrielle qui caractérisait le XXème siècle cède rapidement le pas à la société de l'information du XXIème siècle. Ce processus dynamique est annonciateur de bouleversements radicaux dans tous les domaines de notre vie : diffusion des connaissances, modes de comportement en société, pratiques économiques et commerciales, engagement politique, médias, éducation, santé publique, loisirs et distractions. Nous sommes au coeur d'une véritable révolution, peut-être la plus importante de l'histoire de l'humanité. Pour que cette nouvelle dynamique continue sur sa lancée et bénéficie à l'ensemble de la*

communauté internationale, il est nécessaire de créer des forums de discussion et d'harmoniser, lorsque cela est nécessaire, les points de vue sur le plan mondial ⁽⁹⁾.

Certains ont diffusé des messages assez négatifs sur les résultats du SMSI, décrivant une sorte de non événement politique, dans la mesure notamment où aucun budget n'a été voté ou attribué aux pays les plus pauvres appelant à l'aide pour se connecter à la société de l'information. De fait, force est de remarquer l'absence des chefs d'Etats européens, dont la présence était requise à Bruxelles dans l'espoir de d'adopter une constitution pour l'Europe des vingt-cinq. Quant aux Etats-Unis, leur présence fort discrète a été considérée par certains observateurs comme un relatif dédain face à une organisation construite et menée par les autres continents (Europe, Asie, Afrique, Australie et Amérique du Sud) mais aussi décryptée parfois comme une incapacité à partager un leadership jusqu'à présent incontesté dans le domaine des TIC. Paradoxalement, nombre de participants au SMSI ont estimé que le temps est venu pour le "reste du monde" de prendre en mains sa destinée afin de bâtir de nouveaux fondements pour une société de l'information solidaire, ouverte et durable, inclusive, consciente de l'importance des langues et des cultures, accessible à tous, élaborée sur un savoir partagé, dans le respect des valeurs démocratiques et de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme et du Citoyen.

Dans cet esprit, le SMSI a donné mandat au Secrétaire de l'ONU, afin qu'il veille à la mise en oeuvre de la Déclaration de principes et du Plan d'action du SMSI 2003 au niveau des gouvernements, tant dans le domaine de la gouvernance de l'internet que de celui, indispensable, du financement de ces objectifs par les Etats. Il est à souligner que, au terme de la première phase du SMSI, le Sommet des Villes et des Pouvoirs locaux tenu à Lyon en décembre 2003, a annoncé avoir créé un fonds de solidarité et disposer d'une dotation de un million d'euros.

Le soutien majeur apporté au SMSI a été celui des Nations Unies, dont le Secrétaire général Kofi Annan s'est investi lors de deux cérémonies officielles : d'une part, la cérémonie d'accueil, le 9 décembre, déclinée sur le thème de "combler la fracture numérique" - éclairée par la prestation symbolique d'une chorale constituée spécialement par une centaine d'enfants du monde, qui ont interprété, vêtus aux couleurs des cinq continents tels qu'illustrés par le logo du SMSI, une chanson portant l'espoir de la solidarité au coeur de la société de l'information - et, d'autre part, la séance plénière inaugurale du 10 décembre, évoquée ci-dessous.

Objectifs résumés par les organisateurs du SMSI

La Confédération suisse, hôte du SMSI 2003

Les pays riches doivent tenir leurs promesses : l'information est le carburant de la démocratie

Dans son discours d'ouverture, le président de la Confédération suisse Pascal Couchepin a rappelé que le respect de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme et du Citoyen - fêtée en ce 10 décembre - était la condition de l'avènement de la société de l'information. Les TIC sont l'opportunité de promouvoir les Droits humains et le SMSI a pour objet de réduire le fossé qui laisse pour l'instant une moitié de l'humanité sans connexion. Les fractures numériques sont indignes du nouveau millénaire, d'autant que l'information est le carburant de la démocratie. La mondialisation est une force positive pour l'humanité : les pays riches doivent tenir leurs promesses et élargir le débat d'idées pour concrétiser leur volonté de réaliser une société de l'information démocratique et ouverte ⁽¹⁰⁾.

Le Secrétaire général des Nations Unies

Si la technologie façonne l'avenir, ce sont des êtres humains qui créent la technologie et décident de ses usages

Le Secrétaire général de l'ONU Kofi Annan nous invite à être *les artisans de notre destinée* afin d'*édifier une société de l'information* au départ des mutations technologiques qui transforment tous les paramètres de notre quotidien. Il rappelle que le SMSI *est unique en son genre* comme événement positif tendant à tirer parti des TIC, nouvel atout mondial permettant d'*améliorer les conditions de vie de millions d'êtres humains*. Il déclare que *la raison d'être de ce Sommet est de trouver comment concrétiser un tel potentiel*, tout en identifiant les multiples aspects de la fracture numérique, aux niveaux de la technologie, du contenu, de l'égalité des sexes et du commerce. Il nous appartient de lutter contre une marginalisation croissante d'une large partie de l'humanité d'un point de vue économique et social.

Le Secrétaire général de l'ONU fait appel à la *volonté politique* et économique des dirigeants réunis à Genève afin qu'ils se mobilisent pour construire *une société de l'information ouverte et sans exclusive*. Il se tourne également vers les hommes et les femmes d'affaires, afin qu'ils concentrent l'énergie nécessaire sur l'application des TIC vers les pays en développement, dans les domaines de la santé et de l'éducation notamment.

Il insiste sur la menace, pour les identités locales, de la diffusion systématique d'une culture globale uniformisée. Il souligne combien les *organes de presse* sont à la fois *créateurs de contenu et gardiens des libertés* et cite la *Déclaration des Radiodiffuseurs* adoptée par le World Electronic Media Forum tenu dans le cadre du SMSI ⁽¹¹⁾. Il rappelle que *la liberté d'opinion et d'expression est la pierre angulaire du développement, de la démocratie et de la paix*, conformément à l'article 19 de la *Déclaration universelle des Droits de l'Homme* ⁽¹²⁾.

En évoquant le pouvoir des TIC, le Prix Nobel 2001 précise cependant, que *si la technologie façonne l'avenir, ce sont des êtres humains qui créent la technologie et décident de ses usages*. Il suggère d'en tirer parti tout en restant *conscients des vrais enjeux* : *il s'agit d'instaurer une société de l'information ouverte et dynamique, qui soit à la hauteur des défis sociaux, économiques et politiques de notre temps* ⁽¹³⁾.

La République de Tunisie, hôte du SMSI 2005

La deuxième phase du SMSI devrait concrétiser l'édification, sur notre planète, d'une société de l'information équilibrée et solidaire

Rappelant que son pays a préconisé, dès 1998, l'organisation d'un sommet mondial sous les auspices des Nations Unies, le Président de la République de Tunisie Zine El Abidine Ben Ali a confirmé que *l'établissement de la société de l'information est devenu un impératif stratégique pour la promotion de la condition de l'ensemble de l'humanité*, afin notamment de réduire le fossé numérique *entravant le dialogue des civilisations*.

Il se réjouit de la structuration du SMSI en deux phases, dont son pays accueillera la seconde en novembre 2005, ce processus permettant la poursuite des consultations intenses afin de parvenir à des décisions ayant une portée historique. Il insiste sur l'importance, dans le domaine des TIC, des ressources humaines, de la compétitivité et de la diffusion de la culture numérique.

Il engage chacun à tout mettre en oeuvre pour renforcer *les liens de solidarité et d'entraide entre tous les peuples du monde*, afin de réaliser une vision commune d'une société de l'information *qui offre à tous des opportunités égales de bénéficier des avantages de ces technologies; une société qui nous englobe tous et qui permet à tous les individus et à tous les peuples, sans discrimination aucune ni exclusion, d'avoir accès aux réseaux et aux sources du savoir et des données*.

Il conseille les formes de coopération triangulaire comme cadre approprié pour assurer la complémentarité entre pays développés et en développement sur le plan des TIC : *les ponts de la communication et de la complémentarité* ont été jetés au cours de la première phase du SMSI, pour élargir le cercle de la concertation et de la coordination. Le président tunisien est convaincu du fait que ces travaux permettront à la deuxième phase du SMSI de réaliser nos aspirations à l'édification, sur notre planète, d'une société de l'information équilibrée et solidaire. Il invite les gouvernements, les ONG et la société civile à participer au SMSI de Tunis, pour le progrès et l'évolution de tous les pays dans le domaine des TIC, dans un contexte de paix, de sécurité et de stabilité⁽¹⁴⁾.

L'Union internationale des Télécommunications, organisateur du SMSI

Souder la communauté globale en une fraternité solidaire qui partage les idéaux communs de paix et de tolérance, de croissance et de développement

L'Union internationale des Télécommunications (UIT⁽¹⁵⁾) a pris en charge l'organisation du SMSI. Son Secrétaire général Yoshio Utsumi indique que, depuis 1999, le nombre de lignes téléphoniques installées par l'UIT est passé de 1,5 milliard à 2,5 milliards, dont 75 % dans le monde en développement. Son investissement dans l'organisation du SMSI a eu pour objectif de susciter un Sommet inclusif, reflétant les fondements du changement induit par la société de l'information dans le monde moderne. Sa structuration en deux phases associant le secteur privé et la société civile au processus s'est enrichie de sommets régionaux rassemblant des dizaines de milliers de délégués au Mali, en Roumanie, au Japon, en Russie, en République dominicaine, au Liban, en Egypte et en Lituanie, tandis que les organisations soeurs de l'ITU s'activaient pour l'organisation des PrepCom : l'Unesco⁽¹⁶⁾, l'ILO⁽¹⁷⁾, l'UNOG⁽¹⁸⁾, le WMO⁽¹⁹⁾, l'UPU Unesco⁽²⁰⁾, l'UNITAR⁽²¹⁾ et l'UNDP⁽²²⁾.

Le Secrétaire général de l'UIT considère que la transformation vers la société de l'information est aussi importante que le mouvement qui a fait passer les sociétés agraires vers l'industrialisation. Les fractures étaient nombreuses à l'époque et il nous appartient de veiller à ce qu'elles n'augmentent pas aujourd'hui, en pilotant la société de l'information pour créer un monde plus juste, prospère et pacifique. Les pierres d'achoppement de ces tous projets sont notamment l'éradication du SIDA et de la pauvreté dans le monde. Un réseau de communications fiable est essentiel à tous niveaux. La connectivité a le pouvoir de souder la communauté globale en une fraternité solidaire qui partage les idéaux communs de paix et de tolérance, de croissance et de développement. Un effort global concerté doit être réalisé pour faire en sorte qu'il n'y ait pas de fracture entre les riches et les pauvres dans le domaine du flux et de l'accès à l'information.

La Déclaration du Forum des Jeunes au SMSI indique que le monde n'est pas juste, certains bénéficiant des TIC alors que d'autres n'y ont aucun accès, soulignant que la communication pourrait les sauver de la mort, du désespoir et de la stagnation⁽²³⁾. Le temps est venu d'agir.

Appel est lancé aux dirigeants politiques de déployer leur volonté, aux capitaines d'industries de faire état de leur perspicacité entrepreneuriale, aux ONG et à la société civile d'affûter leur zèle, afin de forger l'unité d'un objectif, l'unisson d'une vision vers l'accès universel. Faisons en sorte que les annales de l'histoire se souviennent de nous pour avoir suscité la révolution de l'information tels des pionniers d'une société réellement globale. A nous d'offrir, à la prochaine génération, le cadeau de technologies de l'information et de la communication accessibles à tous dans la communauté globale.

Quelques facettes du vaste kaléidoscope d'actions et de projets mis en oeuvre lors du SMSI à Genève

Les gouvernements, les organisations internationales, les associations sans but lucratif, les acteurs de la société civile ont présenté de multiples travaux à Genève. Nous en avons aussi rapporté des livres, des brochures, des pistes et des liens. Afin de les recenser de manière structurée, nous les avons organisés en fonction des "Principes et enjeux fondamentaux" listés dans la Déclaration de la société civile au Sommet mondial sur la société de l'information, dans le répertoire structuré dans la section *SMSI, Veille et gouvernance de l'Internet* développée sur le portail *Wallonie-en-ligne.net* de l'Institut Jules-Destrée⁽²⁴⁾. Ce répertoire évoluera, tant en français qu'en anglais, et s'enrichira des ajouts que d'autres contributeurs voudront bien lui apporter⁽²⁵⁾, jusqu'à la seconde phase du SMSI. Une autre partie du travail propose une synthèse des déclarations présentées par les pays participant au SMSI à Genève, classifiés en ligne en fonction des cartes des continents et du classement alphabétique des pays participant au SMSI⁽²⁶⁾. Cette vue d'ensemble sera également mise en ligne et complétée, en français et en anglais, des éléments éclairants pour comprendre la situation de chaque pays du monde face aux TIC. Si les interventions des chefs de gouvernements se devaient d'être synthétiques, certaines permettent toutefois de comprendre l'implication des Etats dans la société de l'information, de mesurer leurs progrès technologiques ou d'entendre leurs appels à l'aide internationale.

La Commission européenne participe activement au SMSI, autour des thèmes centraux du SMSI, tels la fracture numérique et l'inclusion numérique, la gouvernance, l'éducation, les droits d'auteurs, la protection des données, le respect de la vie privée, la liberté d'information, la recherche. Ses principaux objectifs sont de : *créer les conditions préalables pour la société de l'information* assurant le respect *des droits humains fondamentaux* et des valeurs essentielles, permettant une gouvernance appropriée; *développer de bons outils* au départ de *e-stratégies* réglementées; capter les avantages de la société de l'information pour les pays et les personnes en renforçant *le droit de communiquer et d'accéder à l'information et à la connaissance*, dans le cadre de programmes spécifiques développés en ligne (stratégies, administration, formation, cyberécoles, santé, recherche)⁽²⁷⁾.

D'autre part, de larges groupes de réflexion thématiques se sont constitué en "familles" et ont oeuvré pour le SMSI, tant que par régions par thématiques⁽²⁸⁾ : Cities and local authorities, Community Media Caucus, Cultural and linguistic Diversity, E-Government / E-Democracy, Education and Academia Caucus, Education and Academia LAC Caucus, Environment and ICTs WG, Human Rights Caucus, Indigenous Peoples Caucus, ICT Global Governance Caucus, Media Caucus, NGO Gender Strategies WG, Patents, Copyright and Trademarks WG, Persons with disabilities, Privacy and Security WG, Scientific Information WG, Trade Union Caucus, Values and Ethics WG, WG on Volunteering and New ITs, ainsi que les Multi-Stakeholder Caucuses : Gender Caucus, Youth Caucus. Les travaux de ces groupes de réflexion feront également l'objet d'une synthèse en ligne, invitant à la participation de chacun au suivi des activités préparatoires au SMSI de 2005.

Citons quelques-unes parmi les missions définies suite à la première phase :

- Les **femmes** doivent être intégrées pleinement dans le développement des TIC, dans les législations et politiques de l'emploi pour enrayer le cercle vicieux de la pauvreté et pour promouvoir l'égalité réelle entre la femme et l'homme sur la plan social tout en valorisant la complémentarité de leurs différences;
- Les **personnes handicapées et moins valides** doivent pouvoir accéder à toutes les facettes des TIC dans une société de l'information inclusive : la volonté des dirigeants politiques et du secteur privé doit se mobiliser pour cet objectif;
- L'**éducation** et la **formation continue** aux TIC doivent constituer une priorité de chaque pays, car elles sont la pierre angulaire du changement de paradigme vers la société de la connaissance;
- Un **enseignement primaire universel** doit être assuré grâce aux TIC, connectant chaque enfant du monde et renforçant les partenariats Nord/Sud, en contribuant au développement des réseaux d'écoles;

- Les **jeunes**, à l'avant-garde de l'innovation des TIC, doivent oeuvrer pour trouver les moyens d'éradiquer la guerre, la pauvreté et le chômage dont ils sont les premières victimes;
- L'usage des **logiciels libres**, la **publication électronique en accès ouvert** et l'**accès libre aux bibliothèques** doivent favoriser la construction d'une société de la connaissance durable et partagée;
- Les méthodes de travail doivent s'adapter aux TIC, en gérant notamment les **archives de l'information** afin de rassembler toutes les ressources de manière structurée et durable;
- La législation sur la **propriété intellectuelle** doit permettre de créer un environnement positif mettant en lumière la créativité et l'innovation dans l'aire numérique;
- La **paix dans le monde** doit être un objectif fondamental de la société de l'information, qui doit lutter contre la contamination sournoise de l'internet par la xénophobie;
- Les TIC doivent se mettre au service de l'**environnement** dans chaque région de la Terre en fonction de ses spécificités, en assurant un impact durable à tous niveaux (eau, santé, ressources, ...);
- Les **valeurs** et l'**éthique** doivent s'inscrire en filigrane de toutes les applications des TIC, dans le respect des droits de l'être humain, de la famille, de la vie privée, des religions, des cultures et des langues, en formulant des processus qui facilitent le dialogue et la négociation entre toutes les parties prenantes;
- Les **nouveaux partenariats** possibles grâce aux TIC doivent générer les moyens de lutter pour la vie et pour la santé dans le monde;
- La **liberté d'opinion et d'expression** doit impérativement être renforcée et préservée, les médias, conscients des enjeux du développement durable pour la cohésion sociale, doivent oeuvrer pour la préservation des valeurs, des traditions et s'inscrire parmi les artisans de la cohésion sociale.

Conclusions :

le temps sera court pour se préparer à l'ambition du SMSI de Tunis

Le premier Sommet mondial sur la société de l'information a permis l'activation d'une dynamique. Les larges budgets d'aide au développement des TIC et les décisions politiques adéquates prendront le temps de leur réalisation, mais la dynamique citoyenne engendrée à Genève pourra servir d'appui à la démarche et, sans nul doute, la débordera.

Les fractures numériques, sociales, culturelles et économiques étaient palpables au sein du Sommet ont marqué les esprits. La proximité des technologies de pointe et des témoignages de la misère humaine ont marqué les esprits. La moisson de la première phase du Sommet est toutefois abondante : des adresses électroniques, des visages désormais associés aux messages reçus, des réseaux nouveaux et spontanés, des forums ou des caucus structurés. La récolte nécessitera un travail de suivi attentif, afin d'ébaucher une société de la connaissance plus humaine plus inclusive, s'inscrivant sous la bannière de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme et du Citoyen.

Quelque treize mille participants se sont déjà déplacés pour cette première phase. On peut penser qu'ils seront encore plus nombreux à se rendre à Tunis en novembre 2005, avec une volonté d'action renouvelée. Il importe de mettre en œuvre partout, et donc localement, le plan d'action adopté par le SMSI, afin de répondre aux attentes de la communauté mondiale ainsi constituée à Genève.

Le président Pascal Couchepin donnait toute son importance, lors de la séance de clôture, au nouveau concept de *solidarité digitale*, en marquant sa confiance envers le travail des citoyennes et des citoyens *pour bâtir les nouveaux fondements d'une nouvelle société de l'information solidaire, ouverte et durable*. L'une des missions ainsi assignée aux participants qui prépareront le SMSI de Tunis sera de construire une humanité plus juste, fondée sur un savoir partagé. Le temps sera court pour s'y préparer.

Notes

(1) <http://www.itu.int/wsis/index-fr.html> (16.12.2003).

(2) <http://www.un.org/french/> (16.12.2003).

(3) Liste alphabétique des pays dont un représentant a pris la parole en séance plénière du SMSI : Afghanistan, Afrique du Sud, Algérie, Allemagne, Andorre, Angola, Arabie saoudite, Argentine, Arménie, Australie, Autriche, Azerbaïdjan, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Bélarus, Belgique, Belize, Bhoutan, Bolivie, Bosnie-Herzégovine, Botswana, Brésil, Brunéi Darussalam, Bulgarie, Burkina Faso, Burundi, Cambodge, Canada, Cap-Vert, Chili, Chine, Chypre, Colombie, Communauté Européenne, Comores, Congo, Costa Rica, Croatie, Cuba, Danemark, Egypte, El Salvador, Emirats arabes unis, Equateur, Espagne, Estonie, Etats-Unis d'Amérique, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, Géorgie, Ghana, Grèce, Guatemala, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Islande, Israël, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kazakhstan, Kenya, Kirghizistan, Koweït, Lesotho, Lettonie, L'ex-République yougoslave de Macédoine, Liban, Libye, Liechtenstein, Lituanie, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Malawi, Mali, Malte, Maroc, Maurice, Mauritanie, Mexique, Monaco, Mongolie, Mozambique, Myanmar, Nations Unies, Népal, Nicaragua, Nigéria, Niue, Norvège, Nouvelle-Zélande, Oman, Ouganda, Ouzbékistan, Pakistan, Palestine, Panama, Pays-Bas, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, République de Corée, République démocratique du Congo, République démocratique populaire lao, République Dominicaine, République populaire démocratique de Corée, République slovaque, République tchèque, République-Unie de Tanzanie, Roumanie, Royaume-Uni, Russie, Rwanda, Saint-Siège, Samoa, Sénégal, Serbie and Montenegro, Sierra Leone, Singapour, Slovaquie, Soudan, Sri Lanka, Suède, Suisse, Soudan, Syrie, Thaïlande, Timor-Leste, Tonga, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ukraine, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Zambie, Zimbabwe. Les interventions sont en ligne : <http://www.itu.int/wsis/geneva/coverage/index-fr.asp> (17.12.2003).

(4) Liste alphabétique des organismes dont un représentant a pris la parole en séance plénière du SMSI : Africa Online, African Women's Development and Communication Network (FEMNET), Agencia Latinoamericana de Información (ALAI), Axalto, CCBI Events, Cities and Local Authorities in the IS, Cognitive Technologies Companies, Comité Préparatoire du SMSI, Community of Portuguese Speaking Countries, Conference on Volunteering and Capacity Building in the IS, CRIS Campaign, Executive Roundtables: Taking Responsibility in the Information Age, Fransabank Group, Global Forum of Indigenous People in the Information Society, Global Forum on Disability in the IS, Global School Networks Alliance, ICT4D Forum, ICT4D Platform, Inter-American Development Bank, International Association for Volunteer Effort (IAVE), International Council for Science (ICSU), International Labour Organizations (ILO), International Trade Centre Workshops - The Changing Marketplace: Putting "e" to work, Internet Corporation For Assigned Names and Numbers (ICANN), ITU High Level Dialogue and related events, Microsoft Corporation, Molecular Diversity Preservation International, NHK (Japan Broadcasting Corporation), Organization of the Islamic Conference, Paradigm Initiative Nigeria, Rede de Informações para o Terceiro Setor, Scientific Information and PCT Working Groups - Roundtables and Panels, Siemens Information and Communication Networks, Sols Technologies, Sovereign Military Order of Malta, STMicroelectronics, Suisse, Talal Abu-Ghazaleh & Co. International, The Role of Science in the Information Society, The United States Virgin Islands, Thuraya Satellite Telecommunications Company, UNESCO High Level Symposium and Roundtables, Union internationale des télécommunications (UIT), Union internationale des télécommunications (UIT), Union Network International, United Nations Development Programme (UNDP), United Nations Economic Commission for Africa (UNECA), United Nations Economic Commission for Asia and the Pacific (UNESCAP), United Nations Economic Commission for Europe (UNECE), United Nations Economic Commission for Latin America and the Caribbean (UNECLAC), United Nations Economic Commission for Western Asia (UNESCWA), United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO), United Nations Fund for International Partnerships, United Nations High Commissioner for Human Rights, United Nations ICT Task Force, United Nations Institute for Training and Research (UNITAR), United Nations Permanent Forum on Indigenous Issues 32, CrimsonLogic, United Nations Population Fund (UNFPA), United Nations Volunteers (UNV), Universal Postal Union (UPU), Vodafone, World Association of Newspapers, World Bank, World Blind Union, World Electronic Media Forum (WEMF), World Federation of Engineering Organizations, World Federation of United Cities (FMCU), World Intellectual Property Organization (WIPO), World Meteorological Organization (WMO), WSIS Gender Caucus Events Programme, WSIS-ONLINE Networkshop, Youth Day, Youth Declaration from Telecom. Les interventions sont en ligne : <http://www.itu.int/wsis/geneva/coverage/index-fr.asp> (17.12.2003).

(5) <http://www.itu.int/home/index-fr.html> (16.12.2003).

(6) <http://www.itu.int/wsis/preparatory/prepcom/index.html> (16.12.2003).

(7) http://www.itu.int/wsis/documents/doc_multi-fr-1161|1160.asp (18.12.2003).

(8) Le site de la Société civile pour le SMSI est <http://www.wsis-cs.org/>. Le texte de la Déclaration : http://www.itu.int/wsis/documents/doc_single-fr-1179.asp. Cette déclaration a été signée au nom de l'Institut Jules-Destrée et du Chapitre Wallonie (Belgium) de l'Internet Society (<http://mailman.greenet.org.uk/public/ct-endorse/2003-December/000104.html>).

(9) <http://www.itu.int/wsis/basic/about-fr.html> (30.09.2003).

(10) <http://www.itu.int/wsis/geneva/coverage/statements/opening/couchepin-fr.doc> (16.12.2003).

(11) http://www.ebu.ch/departments/legal/pdf/leg_pp_wsis_declaration_broadcasters_091203_fr.pdf (17.12.2003).

(12) *Déclaration universelle des Droits de l'Homme*, adoptée par l'Assemblée générale dans sa résolution 217 A (III) du 10 décembre 1948 : *Article 19. Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.* <http://www.un.org/french/aboutun/dudh.htm>.

(13) <http://www.itu.int/wsis/geneva/coverage/statements/opening/annan-fr.doc> (16.12.2003).

(14) <http://www.itu.int/wsis/geneva/coverage/statements/opening/benali-fr.doc> (16.12.2003).

(15) <http://www.itu.int/home/index-fr.html>

(16) <http://www.unesco.org>

(17) <http://www.ilo.org>

(18) <http://www.unog.ch/index.html>

(19) <http://www.wmo.ch/index-fr.html>

(20) <http://www.upu.int/fr/index.html>

(21) <http://www.unitar.org/french>

(22) <http://www.undp.org/french/>

(23) http://www.itu.int/wsis/docs/geneva/misc/youth_forum.pdf (16.12.2003).

(24) <http://www.wallonie-en-ligne.net/SMSI/index.htm>

(25) Collaboration souhaitée en ligne (www.wallonie-en-ligne.net/smsi/index.htm) ou par courriel à l'adresse suivante : delahaut.marie-anne@wallonie-isoc.org.

(26) http://www.wallonie-en-ligne.net/SMSI/WSIS-Countries_SMSI-Pays_World.htm

(27) *La Commission expose ses objectifs pour le sommet mondial des Nations unies sur la société de l'information*, http://europa.eu.int/rapid/start/cgi/guestfr.ksh?p_action.gettxt=gt&doc=IP/03/731|0|RAPID&lg=FR&display= (30.09.2003).

(28) <http://www.wsis-cs.org/caucuses.html> (18.12.2003).